

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Industrie automobile

La baisse de l'utilisation du cuivre dans les véhicules électriques aura des effets limités

La baisse de l'utilisation du cuivre dans les véhicules électriques aura des conséquences limitées sur les pays producteurs, en raison ... • (Page 06)

"Vodun Days", édition 2024

D'alléchants contenus annoncés par le Ministre Abimbola

Les Vodun Days, nouveau format de la fête des religions endogènes célébrée chaque année à Ouidah, se précisent ... • (Page 09)

5^{ème} Séminaire sur la Justice Commerciale au Bénin

• (Page 03)

Le CIPB examine la problématique du crédit et du recouvrement de créances



Perspectives économiques du FMI en Afrique subsaharienne • (Page 11)

Quelques signes positifs, rebond économique en 2024

En marge de la COP 23 à Dubaï

Le Bénin et la France débattent des enjeux de l'économie bleue

« Les enjeux maritimes au Bénin », c'est le thème d'orientation d'une rencontre thématique qui s'est tenue ... • (Page 04)

Guerre russo-ukrainienne

L'Ukraine : la préparation de la capitulation

Depuis le début du désastre de la contre-offensive ukrainienne face aux troupes ... • (Page 10)

Blanchiment des capitaux

Le GIABA éveille la jeunesse ouest-africaine à Cotonou

Dans l'action depuis déjà deux décennies, le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA), a tenu, jeudi 30 novembre 2023 à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), la ... • (Page 02)

Transformation industrielle

De 260.000 tonnes de soja en 2023, le Bénin vise 600 000 en 2024

Initiée pour apporter de la valeur ajoutée aux produits béninois, la Zone industrielle de Glo-djigbé est ... • (Page 11)



CCEI BANK BENIN

Avec Crédit Noël, Active la magie des fêtes!

Frais de dossier **GRATUIT!!!**

6% En 48 Heures

www.cceibankbenin.com • +229 96 61 78 64

Lutte contre le blanchiment des capitaux

Le GIABA éveille la jeunesse ouest-africaine à Cotonou

(Le Sénégal, 1er Prix de la 5ème édition du concours d'art oratoire)

Dans l'action depuis déjà deux décennies, le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA), a tenu, jeudi 30 novembre 2023 à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), la 5ème édition de son Concours interuniversitaire d'art oratoire sur l'impact du blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (BC/FT). Au terme des joutes verbales, c'est le Sénégal qui s'est adjugé le 1er prix suivi du Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Proie facile aux activités de blanchiment de capitaux et de terrorisme, la jeunesse africaine, notamment ouest-africaine occupe le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (GIABA) qui, chaque année, ne manque pas d'initiatives pour aider de milliers de jeunes à appréhender le fléau et s'impliquer dans la sensibilisation. En témoigne, la tenue, jeudi 30 novembre 2023 à l'UAC, de la 5ème édition du Concours interuniversitaire d'art oratoire du GIABA qui a mis en compétition six (06) candidats issus des universités des Etats francophones et lusophones (Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Sénégal et Togo) ouest-africains. Tenant du souci de promouvoir dans le rang des jeunes, la connaissance des dispositifs de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et du Financement du Terrorisme (LBC/FT), cette compétition, pour l'édition 2023 déroulée autour du thème « La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : quels enjeux pour la jeunesse ? », a vu le Sénégal s'adjuger le premier Prix composé d'une plaque, un ordinateur et un chèque de 1.000 dollars (avec sa candidate Oumou Kalsoum Thianoum de l'Ecole Supérieure polytechnique de Dakar). 2ème du classement le candidat du Bénin, Darel Bignon Gracia Dolapé de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) remporte aussi une plaque, un ordinateur portable et 750 dollars. En



troisième place, on retrouve Batiampar Laré du Togo qui a été gratifié aussi d'une plaque, un ordinateur portable et 500 dollars. Les autres participants sont repartis chacun avec un ordinateur portable. A travers cette organisation répétée chaque année, l'objectif du GIABA n'est autre que d'encourager les étudiants à mener des recherches indépendantes sur l'impact du BC/FT en Afrique de l'ouest et à proposer des solutions à la menace que représente ces crimes. Mieux, il s'agit, à en croire le représentant du Directeur général du GIABA, Timothy Melaye, « d'accroître l'intérêt des étudiants pour les questions relatives à la LBC/FT et le rôle qui est le leur dans la lutte contre le fléau ». Heureux du choix du Bénin pour abriter cette édition dans un contexte de hausse de statistiques liées aux infractions sous-jacentes de la cybercriminalité, de l'escroquerie sous toutes ses formes, le Directeur de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), a, tout en saluant les efforts du GIABA, indiqué que « la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est un

processus qui est bien organisé au Bénin avec la CENTIF et le CNCA ». Saluant la stratégie d'apprentissage et de sensibilisation du Groupe, le Vice-Recteur de l'UAC, Patrick Houessou a soutenu que « mettre cette problématique au centre d'un concours d'art oratoire tient d'une stratégie à la fois ludique et stimulante qui permettra infailliblement aux jeunes de mieux cerner les risques auxquels ils sont exposés ». Du reste, il est à noter que plusieurs sous-thèmes ont été abordés par les candidats. Il s'agit entre autres du « Rôle et efforts du GIABA dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme » ; « stratégies de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au sein de la jeunesse ouest-africaine » ; « rôle des universitaires dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en Afrique de l'ouest » ; « rôle des jeunes dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme » ; etc.

Liste des candidats au concours d'art oratoire 2023 du GIABA

- 1^{er} : THIANDOUM Oumou Kalsoum (Sénégal)
- 2^{ème} : Darel Bignon DO-LAPE (Bénin)
- 3^{ème} : BAKNAMPAR LARE Batiampar (Togo)
- 4^{ème} : INJAI Maimuna Muamy (Guinée Bissau)
- 5^{ème} : COULIBALY Waworgninnin Safiatou (Côte d'Ivoire)
- 6^{ème} : ANILTON NAPOLEAO Bento Fernandes (Cabo Verde)



AUX DECIDEURS...

L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

CEMAC : Des perspectives d'amélioration de l'économie au 4e trimestre 2023

Selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), au cours du quatrième trimestre 2023, l'on va assister à la poursuite de la relance de l'activité économique au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), constituée du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du.....

5^{ème} Séminaire sur la Justice Commerciale au Bénin

Le CIPB examine la problématique du crédit et du recouvrement de créances

En partenariat avec le Tribunal de Commerce de Cotonou, le Conseil des Investisseurs Privés du Bénin (CIPB) a déroulé, jeudi 30 novembre 2023 à l'hôtel « Golden Tulip Le Diplomate », la 5^{ème} édition du "Séminaire sur la Justice commerciale". Avec la participation des décideurs du secteur privé, cette rencontre a été l'occasion de faire focus sur les modes de financement bancaire et leurs implications en matière de dénouement du crédit au Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Dans un contexte où le secteur privé béninois reste marqué par la problématique du crédit et du recouvrement, ce qui engendre, la plupart du temps, des contentieux et fragilise le plein essor des entreprises, le Conseil des investisseurs privés du Bénin (CIPB) s'investit à trouver des solutions pour amortir le choc et favoriser un meilleur climat des affaires. C'est dans cet esprit qu'a été organisée, jeudi 30 novembre 2023, la 5^{ème} édition du séminaire sur la justice commerciale, sous le thème « l'amélioration du climat des affaires et l'efficacité du recouvrement de créances ». Mobilisant acteurs judiciaires

et économiques, cette rencontre qui fait suite à celle de 2022 consacrée aux « 05 ans de réformes pour l'amélioration du climat des affaires au Bénin », se donne pour objectif de permettre aux professionnels du commerce et de la justice d'une part, de mieux appréhender les modes de financement bancaire de l'activité des entreprises et les règles y relatives en vue d'une gestion efficiente des contestations relatives au paiement des crédits, et d'optimiser, d'autre part, la gestion des contentieux. Au-delà, cette 5^{ème} édition du séminaire se veut d'outiller les acteurs judiciaires et économiques sur la problématique du crédit et du recouvrement de créances bancaires. Pour le Président du CIPB, Ro-



land Riboux, l'initiative « s'inscrit dans un processus de maintien du dialogue public-privé entre l'Etat et le secteur privé pour la bonne marche des entreprises et le développement écono-

mique du Bénin ». Saisissant l'occasion, il a formulé le souhait de voir cette 5^{ème} édition du séminaire susciter non seulement des échanges, mais aussi des réflexions pour mieux appréhender la pertinence des problèmes soulevés en vue de l'amélioration du climat des affaires au Bénin.

Significative contribution au Tribunal de Commerce de Cotonou

Co-organisateur de ce rendez-vous, le Tribunal du Commerce de Cotonou (TCC), par la voix de son Président, le magistrat Romain Koffi, a, tout en assurant de l'impact de l'initiative du CIPB sur la bonne marche du TCC, réitéré son engagement pour l'implémentation de bonnes pra-

tiques au sein de la juridiction axée sur le commerce. « Nous restons à l'écoute et ouvert à toutes les idées qui participent à l'amélioration de nos performances », a-t-il fait savoir. Soutien de cet événement annuel, l'Ambassade de France au Bénin a salué la contribution du CIPB au dialogue, à travers cet espace qui permet aux agents économiques, notamment les investisseurs d'évoquer leurs difficultés et attentes. « Les précédentes éditions ont permis d'enregistrer des avancées notables afin de sécuriser le climat des affaires », a apprécié Marie Veillon, attachée de coopération à l'ambassade de France. Portant la voix du Ministre de la justice à l'occasion, le Directeur adjoint de Cabi-

net, Gilbert Togbonon s'est empressé de reconnaître les efforts du CIPB pour un espace d'investissement efficace à tous les investisseurs. « Le dialogue permanent que mon département entretient avec le secteur privé est une nécessité car l'État est le garant de la sécurité juridique et judiciaire qui doit prévaloir pour le maintien des relations économiques nationales comme internationales », a précisé le DAC Togbonon, avant d'appeler à des propositions et recommandations qui permettront au Bénin de se hisser au plus haut niveau en matière de climat des affaires et de justice commerciale efficace. Il importe de préciser que cette 5^{ème} édition du Séminaire sur la Justice commerciale a enregistré plusieurs communications, à savoir : « L'environnement de la justice commerciale au Bénin », « les techniques de financement des entreprises par les établissements de crédit et leur impact dans le recouvrement de créances » et « l'intelligence stratégique dans la gestion du contentieux commercial ». A noter que les actes du séminaire seront édités et les recommandations feront l'objet de plaidoyer par les groupes de travail pour l'amélioration du climat des affaires au Bénin.



Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 ‰	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21 ‰	Statistiques mondiales (2015)

Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68 ‰	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales

En marge de la COP 23 à Dubaï

Le Bénin et la France débattent des enjeux de l'économie bleue

« Les enjeux maritimes au Bénin », c'est le thème d'orientation d'une rencontre thématique qui s'est tenue ce jeudi 30 novembre 2023 à l'auditorium de l'Institut français du Bénin. Ces échanges sont initiés en prélude à la troisième conférence des Nations Unies sur les océans en juin 2025 à Nice en France.

● Belmondo ATIKPO

Cette session d'échanges entre experts environnementalistes, responsables portuaires et acteurs de la société civile (chefs coutumiers, têtes couronnées, ONG, activistes) est une initiative conjointe du gouvernement béninois et de l'Ambassade de France au Bénin. L'intérêt de la rencontre est de recueillir auprès des parties prenantes les sujets que le Bénin va porter à la troisième conférence des Nations Unies sur les océans en juin 2025 à Nice. A l'ouverture de l'atelier, l'ambassadeur de la France près le Bénin, Marc Vizir, a adressé ses chaleureux mots de bienvenue et de remerciements aux participants qui ont massivement répondu à l'invitation. Ensuite, il a fait un flash-back sur le but de la rencontre. « Cette rencontre se tient dans un contexte particulier celui de l'ouverture de la COP 23 sur la lutte contre le changement climatique qui se tiendra le 12 décembre à Dubaï dans les Emirats. Au cours de cette réunion, le Bénin portera aux cotés de l'UE, le message de la nécessité d'atteindre les objectifs climatiques fixés dans les ODD », a rappelé l'ambassadeur. Par ailleurs, il précise que « Plus de 3 milliards de personnes dans le monde trouvent leur moyen de subsistance à travers les océans. C'est dans ce contexte que la France a fait des questions des océans un axe central de sa politique

environnementale (...). La France est convaincue qu'il faut une mobilisation plus accrue en faveur des océans. C'est pourquoi la France organisera le 09 juin 2025 à Nice la 3ème conférence des Nations Unies sur les océans », a précisé Marc Vizir. A son tour, le coordonnateur résident des Nations Unies au Bénin, Salvator Niyonzima a salué les autorités du Bénin pour les efforts consentis. Plus loin, il a souligné la pertinence de la présente initiative. L'émissaire des Nations Unies a établi un lien de cause à effet entre le réchauffement climatique et les enjeux maritimes. Selon lui, le changement climatique est source de nombreuses nuisances pour les produits halieutiques. Il exhorte les autorités à divers niveaux de responsabilité à agir et à maintenir le cap dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Le ballet des panels...

Docteur Zacharie SOHOU, directeur de l'Institut de Recherche Halieutique et Océanologique du Bénin (IRHOB) a lancé les panels sur le thème : « La recherche océanographique au Bénin ». D'emblée, il informe que l'océan est le circuit qui a permis de découvrir le monde. Ensuite, il poursuit ses réflexions, en indiquant que, la pêche artisanale dans les eaux du Bénin est plus développée que la pêche industrielle. En guise d'exemple, il précise que sur le long des côtes béninoises, un



jeune sur deux en situation de chômage s'adonne à la pêche artisanale. La communication suivante s'est intéressée aux problématiques environnementales maritimes (érosion côtière, pollution marine et biodiversité). Faustine SINZOGAN, Point focal de la convention d'Abidjan au sein de la direction de l'environnement et du climat a présenté à l'assistance les services éco systémiques. Il s'agit selon elle des services d'approvisionnement, service de régulation, service culturel. Sur les côtes du Bénin, il y a « plusieurs espèces marines comme les tortues et les poissons », a-t-elle cité. Ernest TINDO a entretenu les participants par des riches informations sur les enjeux de l'économie bleue au Bénin. Ernest TINDO est le président de l'Organisation Panafricaine de la Jeunesse pour l'Économie Bleue (OPJEB), Secrétaire général du Cluster Maritime d'Afrique Francophone (CMAF). Charles FAYOMI, commandant du

Port de Cotonou a éclairé plus d'un sur l'économie portuaire au Bénin. Le communicateur a insisté sur les nouveaux métiers portuaires, source de potentiels emplois pour les jeunes en situation de chômage. Mariette DEGAN, secrétaire générale de l'association des femmes mareyeuses du Bénin a fait un focus sur le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Il ressort de sa communication que ce secteur est un pan non négligeable de la valeur ajoutée à l'économie. Evelyne MAITRE, directrice de l'offre touristique et ingénierie territoriale de l'Agence Bénin Tourisme a déroulé sa communication autour des défis du tourisme maritime au Bénin. Elle a relevé que le tourisme maritime est au centre du développement économique. Plus attendue, la communication du préfet du port. Fernand Maxime AHOYO, a planché sur l'action de l'Etat en mer. L'orateur a rassuré les partenaires que « les côtes

béninoises sont totalement sous contrôle contre toutes formes de piraterie. L'Etat béninois a mis les moyens à disposition pour que le port de Cotonou soit l'endroit le plus sûr ». Armand OLOGOUDOU, conseiller technique du ministère de l'économie et des finances a orienté ses réflexions sur les mécanismes existants ou potentiels pour financer le secteur maritime béninois. Il a indiqué qu'« un fond bleu est en préparation pour soutenir financièrement les défis maritimes ». Toutes ces communications ont été suivies de débats publics. Chaque participant a donné son avis sur les analyses faites par les experts.

La croissance verte durable

L'engagement international en faveur de l'économie bleue en Méditerranée remonte à 2012. Il s'est concrétisé à l'occasion de la Conférence des parties (COP) 17 de la Convention de Barcelone, la déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée de 2015 (UpM), la révision de

l'Agenda pour le développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (« Agenda 2030 ») en 2015, la Conférence sur le financement du développement (Addis-Abeba), le Sommet des Nations unies sur le développement durable à New York (Objectifs de développement durable - ODD), et la COP21 à Paris (Accord pour le climat). L'ODD 14 en particulier vise la « conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable ». La Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD 2016-2025) adoptée en 2016 lors de la COP19 de la Convention de Barcelone cherche à assurer le « développement durable dans les zones marines et côtières » (Objectif 1) et la « transition vers une économie verte et bleue » (Objectif 5). Les organismes de gouvernance en Méditerranée et/ou dans les pays voisins utilisent plusieurs documents et engagements (stratégies, plans d'action, programmes d'investissement, budgets, projets, etc.)



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

CLASSEMENT SMIG

CEMAC / UEMOA 2023

TS
Touss magazine

SMIG
en F CFA

1	 GABON	150 000
2	 GUINÉE ÉQUATORIALE	128 000
3	 RÉPUBLIQUE DU CONGO	90 000
4	 CÔTE D'IVOIRE	75 000
5	 SÉNÉGAL	64 223
6	 CAMEROUN	60 000
7	 TCHAD	60 000
8	 TOGO	52 500
9	 BENIN	52 000
10	 BURKINA FASO	45 000
11	 MALI	40 000
12	 RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	36 000
13	 NIGER	30 047

***SMIG : salaire minimum interprofessionnel garantie**



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Sikècodji non loin de l'Etoile rouge. Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.
Appeler le **69190880/60917800/ 97148543.**

Industrie automobile

La baisse de l'utilisation du cuivre dans les véhicules électriques aura des effets limités sur les pays producteurs

La baisse de l'utilisation du cuivre dans les véhicules électriques aura des conséquences limitées sur les pays producteurs, en raison notamment de la part relativement faible de l'industrie automobile dans la consommation globale du métal rouge et de la hausse prévue de la demande émanant du secteur des énergies renouvelables, selon un rapport publié le 25 octobre dernier par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Les VE pourraient consommer à l'avenir moins de cuivre : implications sur le marché », le rapport rappelle que le cuivre est l'un des métaux les plus essentiels à la transition énergétique. L'une des principales applications de ce métal dans ce domaine est son utilisation dans les véhicules électriques (VE). Un véhicule particulier équipé d'un moteur à combustion interne nécessite en moyenne 23 kg de cuivre, contre 60 kg pour un véhicule hybride rechargeable (PHEV) et 83 kg pour un véhicule entièrement électrique. À cela s'ajoute le poids des chargeurs, qui contiennent entre 0,8 kg et 8 kg de cuivre pour les modèles les plus rapides. Alors que la mobilité électrique devrait se développer rapidement durant les prochaines années, la prise de conscience de l'importance du cuivre pour les VE et les inquiétudes concernant la disponibilité durable de l'offre ont déjà entraîné des hausses de prix historiques. Sur le London Metal Exchange, le prix de référence du cuivre pour livraison dans trois mois a ainsi établi un record à 10 845 dollars la tonne en mars 2022.

Des inquiétudes chez les pays producteurs

Malgré le reflux du prix depuis ce pic, les analystes pensent que de telles flambées peuvent inciter les industriels à trouver des moyens de réduire l'usage du métal. Plusieurs organismes spécialisés ont déjà indiqué ces derniers mois que les constructeurs automobiles utiliseront moins de cuivre dans les véhicules électriques à l'avenir. Alors que l'industrie a représenté les deux tiers de la croissance de la demande mondiale du métal rouge en 2022, le cabinet d'intelligence économique CRU Group a estimé, dans une note publiée en juillet



2023, qu'il faudra désormais 51 à 56 kg de cuivre en moyenne par véhicule électrique entre 2023 et 2030, contre une précédente estimation de 65 à 66 kg pour la même période. Dans la même lignée, Goldman Sachs s'attend à ce que la consommation moyenne de cuivre par véhicule passe à 65 kg d'ici 2030 contre une précédente estimation de 73 kg. La banque américaine note que les constructeurs envisagent des batteries plus compactes, l'utilisation d'une feuille de cuivre moins épaisse, ou encore des batteries avec des tensions plus élevées, nécessitant par conséquent moins de câblage en cuivre.

En mai 2023, le patron du constructeur automobile Tesla, Elon Musk, avait d'ailleurs indiqué que son entreprise pourrait réduire les besoins en cuivre à un quart des niveaux actuels en passant d'une batterie de 12 volts à une batterie de 48 volts. Ces prévisions de CRU Group et Goldman Sachs ont de quoi susciter des inquiétudes chez les pays producteurs du métal rouge. Mais le rapport fait remarquer que les conséquences de la baisse attendue de la quantité de cuivre nécessaire à la fabrication d'une voiture électrique sur le marché sont à relativiser, car plusieurs autres facteurs entrent en jeu. Bien qu'elle soit importante, la demande de cuivre provenant de l'industrie automobile ne représente qu'une proportion mineure de la demande totale du métal. En effet, les infrastructures de distribution et de transmission d'électricité représentent 40% de l'utilisation finale du cuivre contre 20% pour la construction, 14% pour les appareils électroménagers et l'électronique et 12% pour le secteur du transport.

Un marché déficitaire

à partir de 2027

D'autre part, la demande de cuivre dans le secteur des énergies renouvelables est en constante croissance dans le contexte d'une accélération de la transition énergétique. Selon une étude publiée en 2019 par le cabinet de conseil Wood Mackenzie, les 780 GW de capacités supplémentaires éoliennes qui pourraient être installées à la fois sur terre et en mer entre 2018 et 2028 entraîneraient une demande additionnelle de cuivre de 5,5 millions de tonnes. En outre, des millions de pieds de câblage en cuivre seront nécessaires pour l'expansion des infrastructures de transport d'électricité. Le rapport élaboré par notre confrère Louis-Nino Kansou souligne par ailleurs que la RD Congo et la Zambie sont des acteurs majeurs du marché mondial du cuivre. Leur poids devrait se renforcer dans les années à venir. Selon Wood Mackenzie, la RD Congo, qui a produit 2,36 millions de tonnes de cuivre en 2022, devrait ravir le rang de deuxième plus grand producteur mondial au Pérou d'ici 2026-2027, grâce à l'entrée en production de plusieurs nouvelles mines. De son côté, la Zambie verra sa production augmenter à 939 683 tonnes en 2026, sous l'effet de nouveaux investissements dans la rénovation des infrastructures minières vieillissantes. S'agissant des perspectives de l'offre mondiale de cuivre, S&P Global et International Copper Study Group (ICSG) s'attendent à un marché excédentaire en 2024. Le marché devrait cependant redevenir déficitaire à partir de 2027. Selon S&P Global, le déficit de l'offre pourrait même atteindre des proportions très importantes à l'horizon 2035, en raison d'une consommation mondiale qui devrait doubler pour atteindre 50 millions de tonnes et d'une production limitée à 31 millions de tonnes.

Agence Ecofin

Nigeria

La BAD investira un montant de 80 millions \$ pour la promotion de l'innovation numérique

Le Nigeria dispose d'un des écosystèmes technologiques les plus matures du continent. Pourtant, les autorités s'allient à des partenaires pour rendre cet écosystème encore plus attractif. La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le mercredi 29 novembre l'approbation par son Conseil d'administration d'un prêt de 80 millions \$ pour le programme d'incubation Ekiti Knowledge Zone (EKZ). Les fonds serviront à la construction d'un parc de technologies vertes de 20 hectares et d'infrastructures de services telles que les routes, l'électricité, l'approvisionnement en eau et les installations de traitement des eaux usées. Le gouvernement de l'Etat d'Ekiti financera le projet à hauteur de 14,8 millions \$, le coût total du projet étant de 94,8 millions \$. « La conception du projet d'Ekiti Knowledge Zone répond aux exigences des entreprises technologiques et des investisseurs potentiels, comme indiqué durant la phase de préparation, aux leçons tirées de projets similaires financés par la Banque, tels que les parcs technologiques du Cabo Verde et du Sénégal, et s'inspire des bonnes pratiques d'initiatives similaires sur le continent et à l'échelle mondiale », a indiqué Lamin Barrow, directeur général du département national de la Banque pour le Nigeria. EKZ est un projet des autorités nigérianes qui vise à fournir un environnement propice à la recherche et au développement, aux technologies de l'information et de la communication, à l'incubation et à l'accélération des jeunes pousses technologiques, et à leurs accorder des financements de pré-amorçage et d'amorçage. L'objectif est de faire d'EKZ un important pôle technologique qui pourra créer quelque 26 000 emplois et générer des retombées économiques nettes d'une valeur de 14 millions de dollars par an. En avril 2023, le gouvernement fédéral a conféré à EKZ le statut de « zone franche », ce qui permettra aux investisseurs privés de bénéficier de divers avantages tels que le libre rapatriement du capital, des bénéfices et des dividendes par les investisseurs étrangers ; la gratuité des terrains pendant la phase de construction ; des exonérations fiscales ; des dérogations aux droits d'importation et d'exportation ; ou encore des quotas d'expatriés pour les entreprises opérant sur place. « Ce financement jouera un rôle crucial dans la réalisation de notre vision pour l'EKZ [...] L'EKZ n'est pas seulement une question de bâtiments ; il s'agit de construire des communautés, de créer des milliers d'emplois, y compris des opportunités pour les femmes et les jeunes, tout en alimentant le progrès de l'Etat », a indiqué Akintunde Oyeboode, commissaire aux finances de l'Etat d'Ekiti.



Drogue

La marine sénégalaise intercepte 3 tonnes de cocaïne pure au large des côtes



D'après l'ONUDD, l'Afrique de l'Ouest est une zone de transit pour la cocaïne qui provient de l'Amérique du Sud pour gagner l'Europe. Elle est produite, entre autres, au Pérou, en Colombie et en Bolivie et doit d'abord traverser l'Atlantique. Au Sénégal, près de 3 tonnes de cocaïne ont été saisies par la marine au large des côtes, d'après ce qu'ont annoncé les autorités militaires mardi 28 novembre. La cargaison a été interceptée par un patrouilleur, dans la nuit du 26 au 27 novembre 2023. « Le patrouilleur FOULADOU a saisi près de 3 tonnes de cocaïne pure à bord d'un navire intercepté à 150 kilomètres au large. Le bateau et sa cargaison ont été ramenés le 28 novembre 2023 à la Base navale Amiral Faye Gassama et remis aux autorités compétentes », a fait savoir la Marine sénégalaise sur X. D'après les informations, cette prise constitue l'une des plus importantes dans le pays, et celle-ci relance de fait la question du trafic de drogues en Afrique de l'Ouest et de ses impacts sur cette région, aux prises avec des défis politiques, socio-économiques, mais surtout sécuritaires importants dans sa partie sahélienne. Des experts de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) estiment que le trafic de drogues en Afrique est « un vrai cercle vicieux », en raison notamment du fait qu'il alimente la criminalité organisée et les tensions entre groupes armés tout en les finançant. D'après des données divulguées par l'ONUDD en juin dernier, les flux de cocaïne et d'héroïne passant par l'Afrique de l'Ouest s'évaluent à entre 30 et 40 tonnes par an. Ces quantités représenteraient une valeur de 1,25 milliard \$ en Europe. Entre 2019 et 2023, indique l'institution, 80 tonnes de cocaïne ont été saisies en Afrique de l'Ouest, principalement dans 7 pays, dont le Cap-Vert, le Sénégal ou encore la Guinée.

Maurice

La Banque centrale table sur une croissance à plus de 7% en 2023

La Banque centrale de Maurice prévoit une croissance économique à plus de 7% pour 2023, selon les conclusions issues de la réunion du comité de politique monétaire du mardi 28 novembre. Selon l'institution, l'économie du pays a enregistré une croissance « louable » au second trimestre 2023 et la dynamique de croissance devrait être généralisée et persistante jusqu'en 2023-2024. L'inflation, quant à elle, s'est encore, atténuée en octobre, soutenue par la normalisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et la baisse des prix des matières premières, a souligné la Banque. Tout en ajoutant que « l'inflation globale devrait maintenant terminer l'année aux alentours de 7% et atteindre 4% d'ici la fin de l'année 2024 ». Au regard de ces tendances, le comité de politique monétaire a décidé de maintenir son principal taux directeur à 4,50 %.

Ecofin du 30 Novembre 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 30 novembre 2023

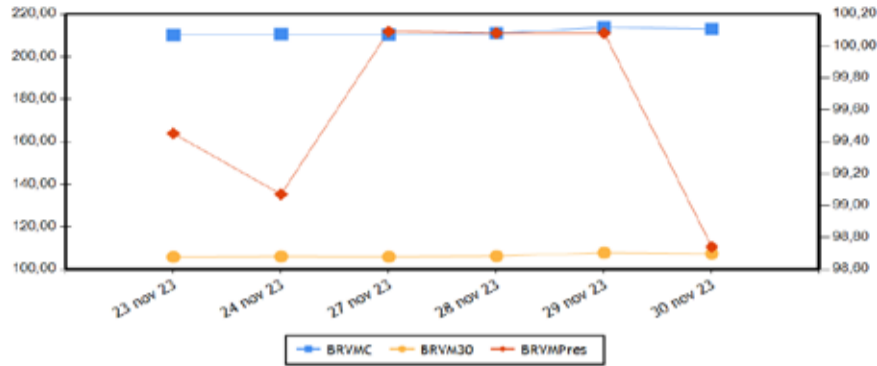
N° 227

BRVM COMPOSITE	212,91
Variation Jour	-0,37 % ↓
Variation annuelle	4,77 % ↑

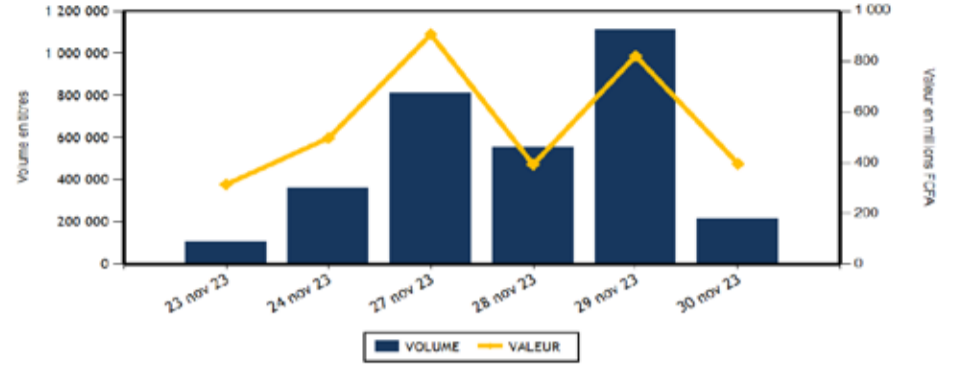
BRVM 30	107,27
Variation Jour	-0,42 % ↓
Variation annuelle	7,27 % ↑

BRVM PRESTIGE	98,74
Variation Jour	-1,34 % ↓
Variation annuelle	-1,26 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 920 749 322 174	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	210 380	-81,03 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	348 163 003	-56,38 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	8	-27,27 %
Nombre de titres en baisse	20	0,00 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 310 343 597 948	0,22 %
Volume échangé	5 073	97,09 %
Valeur transigée (FCFA)	48 098 530	98,76 %
Nombre de titres transigés	10	100,00 %
Nombre de titres en hausse	8	700,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 600	6,56 %	-33,76 %
BICI CI (BICC)	6 930	3,43 %	1,17 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	495	2,06 %	-46,49 %
BOLLORE (SDSC)	1 500	2,04 %	7,53 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	6 900	1,02 %	39,53 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	820	-7,34 %	21,48 %
SICOR CI (SICC)	3 580	-7,01 %	-33,77 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	-10,53 %
BERNABE CI (BNBC)	1 050	-4,11 %	-47,50 %
UNIWAX CI (UNXC)	600	-3,23 %	-22,08 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	98,74	-1,34 %	-1,26 %	166 914	200 636 908	6,11
BRVM-PRINCIPAL	36	105,48	-0,05 %	5,48 %	43 466	147 526 095	14,20

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,11	-0,73 %	-1,07 %	3 397	6 614 240	38,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	533,05	-0,21 %	8,96 %	14 227	174 566 765	8,79
BRVM - FINANCES	15	84,49	-0,53 %	11,89 %	174 228	135 682 783	6,65
BRVM - TRANSPORT	2	366,76	1,99 %	7,33 %	5 259	7 714 080	8,13
BRVM - AGRICULTURE	5	147,18	0,02 %	-48,10 %	4 985	8 770 450	6,80
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,46	-0,82 %	-7,00 %	8 108	14 655 315	11,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 110,49	-2,17 %	-5,26 %	176	159 370	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,81
Taux de rendement moyen du marché	8,55
Taux de rentabilité moyen du marché	9,24
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	131
Volume moyen annuel par séance	492 629,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 180 429 283,95

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,74
Ratio moyen de satisfaction	60,58
Ratio moyen de tendance	1 620,66
Ratio moyen de couverture	6,17
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,35
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES PAYS DE L'UEMOA
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjifs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	2132330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	10EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	11EME
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	12EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	13EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Novembre 2023
Mercredi 04 Novembre 2023
Dimanche 08 Novembre 2023
Jeudi 12 Novembre 2023
Lundi 16 Novembre 2023
Vendredi 20 Novembre 2023
Mardi 24 Novembre 2023
Samedi 28 Novembre 2023
Mardi 31 Novembre 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 28/11/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 28 Novembre 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	680
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	700
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 28 Novembre 2023

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Departements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
		Bembéréké	Bembéréké	jeudi
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Donga	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko		Tokotoko	lundi	

"Vodun Days", édition 2024

D'alléchants contenus annoncés par le Ministre Abimbola

Les Vodun Days, nouveau format de la fête des religions endogènes célébrée chaque année à Ouidah, se précisent. Après l'annonce officielle faite il y a quelques semaines à travers un communiqué de presse, le Ministre du tourisme, de la culture et des arts, était face aux professionnels des médias, ce jeudi 30 novembre 2023 à Cotonou, pour apporter plus d'éclaircissements sur le contexte de cette initiative, le contenu des festivités, le passage du Festival Vodun aux Vodun Days, le choix du lieu et les dispositions prises pour tenir le pari de cette première édition prévue les 09 et 10 janvier 2024 à Ouidah.

En décidant de convoquer à travers ce rendez-vous, toutes les expressions créatives autour de ce marqueur identitaire, le Bénin veut assumer pleinement, selon le Ministre Abimbola, sa vocation de terre de pèlerinage et berceau du Vodun. Cette ambition incarnée à travers plusieurs projets phares de son Programme d'actions, vise à développer le tourisme religieux autour de ce patrimoine. Face aux professionnels des médias, le Ministre Babalola Jean-Michel Abimbola a annoncé que les Vodun Days s'inscrivent dans la concrétisation de l'ambitieux programme « Bénin Révélé » dédié à révéler l'exception culturelle béninoise et en faire un véritable pilier de la diversification de notre offre touristique. Nouveau nom du Festival Vodun qui se tenait annuellement à Ouidah, les Vodun Days, conçus pour attirer un public plus large, un public international, visent à célébrer les arts, la culture et

la spiritualité Vodun dans un élan de redécouverte et de réappropriation de notre patrimoine. Cette initiative se présente comme une fenêtre privilégiée sur un héritage d'une richesse insoupçonnée, ouvrant la voie à une réflexion profonde et à la déconstruction des clichés », a laissé entendre le Ministre Abimbola. Mieux, l'évènement des Vodun Days s'inscrit dans un programme global de valorisation du patrimoine Vodun, à travers l'édification du Musée International du Vodun à Porto-Novo, la mise en œuvre de « la Route des Couvents Vodun », la poursuite du festival international de Porto-Novo devenu festival des arts et culture Vodun, etc.

Un contenu alléchant
Ainsi, pendant deux jours, les 9 et 10 janvier, les participants auront droit à une programmation célébrant la vitalité et la diversité



des expressions culturelles et culturelles du Vodun. Des aménagements spécifiques ont été engagés pour créer un évènement immersif d'envergure. Un parcours dans la « Cité-Musée de Ouidah » offrira une déambulation autour de 4 places emblématiques réaménagées (place Maro, esplanade du Fort Français, place du Temple des Pythons et Forêt sacrée de Kpassè et au niveau d'un couvent éphémère dédié à Vodun Mami installé face à la mer). Une scène sur la plage accueillera des artistes béninois et inter-

nationaux pour des concerts festifs. Le village des Vodun Days proposera de nombreuses animations, ainsi que la vente d'artisanat local ou encore des espaces de restauration. Il est également prévu des services additionnels en off qui permettront de faire des Vodun Days une expérience qualitative avec l'aménagement d'un camping proposant la location de tentes pour différentes catégories de publics et l'accès à une zone de parking dédiée.

Quid de la fête habituelle du 10 janvier et l

a laïcité du Bénin ?

Profitant des préoccupations des journalistes sur ce que devient la fête traditionnelle du 10 janvier, le Ministre en charge de la culture a rassuré l'opinion publique que les festivités de la Fête du Vodun continueront d'avoir lieu le 10 janvier, sur toute l'étendue du territoire national. Par ailleurs, l'État, garant de la laïcité, apporte son soutien aux autres évènements religieux, à la restauration et la maîtrise du narratif sur notre patrimoine; au rétablissement de la dignité de tous "les fidèles de chaque religion" dans la perspective d'une cohésion sociale,

et à la mise à contribution de la richesse culturelle et culturelle dans le cadre du développement touristique et à la contribution du Bénin à l'universel. Un coin de voile a été également levé sur la composition des différents comités qui travaillent d'arrache-pied pour gagner le pari de cette première édition. Selon ses explications, le comité des rites Vodun est en appui technique au développement du tourisme religieux ; il ne s'agit donc pas d'un comité de représentativité nationale mais d'un travail de labellisation du Vodun pour lequel ses membres ont été désignés.



HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le **Scorpion** présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser à laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poissons Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUHEMORGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Falco Vignon

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant
France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Giséle NOUDAÏKPON
(62323855)

Guerre russo-ukrainienne

L'Ukraine : la préparation de la capitulation

Depuis le début du désastre de la contre-offensive ukrainienne face aux troupes russes suivi de la compréhension par les partenaires occidentaux de la faillite de leur projet sur le territoire de l'Ukraine, le pouvoir à Kiev s'est retrouvé devant une réalité effroyable : le refus de la continuation des investissements venus des sources qui lui ont assuré auparavant d'être impérissables - le début de la fin du règne de Zelensky et de son entourage. Pourtant, une telle fin était parfaitement prévisible. Seule l'ignorance de l'histoire et du mode opératoire doctrinal des protagonistes nous condamne à sa répétition. Dans mon analyse datant d'un an « La guerre en Ukraine : les véritables raisons du conflit » j'ai déjà mentionné les éléments constitutifs de la future défaite de Kiev :

{... Au moment venu, quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible - il abandonnera le régime de Kiev. L'abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient.

De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précédent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en Ukraine ne peut ne pas être importé par les Russes, dans une forme ou une autre.

De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas. ...}

Les intentions initiales des Russes

Les pseudos experts du camp Occidental n'ont trouvé qu'une parade pour justifier leur grave manque de vision, d'anticipation et d'évaluation du potentiel de Moscou : répéter les mantras sur l'impuissance de la Russie à continuer à mener la guerre, vu qu'elle reste sur ses positions et n'avance guère sur le front depuis un an.

La myopie analytique ne leur permet pas de percevoir la réalité dérangeante. Si la Fédération de Russie a eu l'initiative unilatérale au début de la guerre de proposer la signature de l'accord de paix qui devait avoir lieu à Istanbul, à l'époque quand elle était incontestablement en position de force, y compris selon le point de vue du camp « atlantiste » - cela ne signifie qu'une seule chose : au moment d'entrer dans la négociation Moscou avait déjà obtenu la satisfaction au niveau des acquis territoriaux (les territoires pro-russes récupérés à l'Ukraine) et il ne lui restait qu'à obtenir de Kiev l'engagement sur son statut de neutralité vis-à-vis de l'OTAN, soit l'assurance juridique de la non présence des forces armées du camp ennemi sur le territoire de l'Etat tampon qu'est devenu l'Ukraine pour la Russie depuis 1991.

Aujourd'hui, la Russie reste stationnée d'une manière inébranlable sur ses positions acquises sur le front et ne se contente qu'à épuiser les dernières forces matérielles et humaines restantes de l'armée ukrainienne. Ceci n'est ni un signe de faiblesse, ni, encore moins, un hasard.

Les thèses ukraino-occidentales stipulant que la Russie a visé la disparition de l'Etat ukrainien en tant qu'entité étatique sont, tout simplement, fantaisistes et ne sont que le reflet d'amateurisme déconcertant de leurs auteurs. Les événements qui ont eu lieu à Istanbul au début de la guerre en sont la preuve : si Moscou avait comme objectif la disparition de l'Ukraine - jamais elle ne serait mise autour d'une table de négociation de sa propre initiative au tout début de la guerre, tandis qu'elle dominait la situation sur le terrain et quand ses troupes étaient positionnées dans les faubourgs de Kiev qui se trouvaient en état de chaos. Les troupes qui n'ont été retirées qu'en gage de bonne volonté au moment de la signature de l'accord d'Istanbul par la partie ukrainienne. Signature suivie de l'annulation au lieu de la ratification.

La révélation

Vingt mois se sont écoulés depuis les événements mentionnés. Ce fin novembre 2023, un personnage très controversé de la scène politique ukrainienne a été mis sur le devant de la scène dans l'espace médiatique ukrainien et a fait des révélations qui ont produit l'effet de l'explosion d'une bombe auprès de l'opinion publique ukrainienne. Révélation, considérée par la communauté d'experts ukrainiens comme la plus scandaleuse de l'année en cours.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » par David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti « Serviteur du Peuple » (parti politique de V. Zelensky), il a évoqué les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrai-



● Oleg Nesterenko, Président du CCIE (www.c-cie.eu)
● (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

nienne. Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité – comme la Finlande autre fois – et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

Il a également mentionné que les « conseillers à la sécurité » de Washington, de Londres, de Varsovie et de Berlin ont eu accès à l'intégralité des documents discutés sur la table de négociation. En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il en a évoqué qu'une seule - la visite de Boris Johnson à Kiev : « ...Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Cet illustre personnage termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont (les russes) décontractés, sont partis – et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

<https://www.youtube.com/watch?v=CkLloFfID8>

Cette révélation télévisée a fait découvrir au grand public ukrainien la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée dans ses débuts et que ce n'est qu'à l'initiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays qui prendront des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Le rappel

Etant à l'opposé de tout ce qui était servi par l'appareil de la propagande étatique inégalé agissant en Ukraine et dans les pays occidentaux depuis bientôt deux ans, les informations révélées ce fin novembre 2023 ont provoqué une véritable stupéfaction auprès des masses ukrainiennes auparavant formatées et endoctrinées par des récits de toute autre nature.

Pourtant, pour des esprits non aveuglés par des narratifs « otaniens » les choses ont été d'une évidence flagrante dès le début du conflit en cours.

Lors de mon interview du mois de mai 2023 à la publication française « L'Eclairer des Alpes », cette réalité était déjà évoquée non pas comme l'une des probabilités, mais comme l'unique évidence avec des conséquences immédiates appropriées :

{... L'Eclairer - La Russie n'a-t-elle pas néanmoins sous-estimé la capacité de résistance des Ukrainiens ?

Oleg Nesterenko - Rappelez-vous les expertises sérieuses qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement de la guerre, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias

occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions. Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociation pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation en étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : dans le cadre de négociation, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires ukrainiens, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. ...}

<https://eclairer.substack.com/p/sans-le-coup-detat-de-2014-lukraine>

La capitulation et le transfert des responsabilités

Dans cet interview de David Arakhamia, l'une des personnes-clés de la politique de l'Ukraine d'aujourd'hui, en parlant de plusieurs sujets, il a également évoqué la nécessité d'organiser un referendum national sur la question des éventuelles concessions territoriales à la Russie en échange de l'accord de paix.

La signification de cette déclaration est d'une importance stratégique : le régime de Kiev prépare auprès de l'opinion publique du pays non seulement sa capitulation, mais également, et surtout, le transfert sur les épaules du peuple ukrainien meurtri depuis bientôt deux ans de la responsabilité de sa politique désastreuse mise en place par le camp occidental américano-centrique qui a provoqué des centaines de milliers de morts et a dévasté le pays.

Ainsi, ce n'est pas le régime en place, mais soi-disant le peuple qui devra prendre la décision et sur la cessation de guerre et sur la perte des territoires nationaux.

Nul doute que ce simulacre de referendum ou une initiative similaire aura lieu. Le fait que Zelensky a déjà annoncé que cela sera à la limite de l'impossible de mettre en place et de réaliser les futures élections présidentielles du 31 mars 2024, car, pour commencer, une partie non négligeable de la population se situant à l'étranger, sur les champs de batailles ou sur les territoires occupés par la Russie n'aura pas l'accès physique aux centres de vote - ce fait ne sera certainement pas un obstacle pour organiser la passation de la lourde responsabilité de la perte de la guerre sur les épaules du peuple ukrainien.

Néanmoins, si son excellence monsieur le président Volodymyr Zelensky, étant d'ores et déjà un cadavre politique, n'est pas en train de préparer la passation du pouvoir vers le parlement ukrainien (Verhovna Rada) aussi ultranationaliste et corrompu que lui-même, et ceci est en dehors de tout processus électoral - ce qui est hautement probable - des surprises fort désagréables l'attendent dans un avenir proche.

Transformation industrielle

De 260.000 tonnes de soja en 2023, le Bénin vise 600 000 en 2024

Initiée pour apporter de la valeur ajoutée aux produits béninois, la Zone industrielle de Glo-djigbé est au cœur de grandes merveilles. Au bilan cette année, la zone est parvenue à transformer en différents produits finis, 260.000 tonnes de soja. Une performance en pleine amélioration pour atteindre près du triple, soit une capacité de 600.000 tonnes de soja transformées à fin 2024.

● Bidossessi WANOU

260.000 tonnes de soja transformées à la GDIZ en 2023. Cette performance est obtenue grâce à trois unités de production à savoir : Bénin agri, qui détient un record de transformation 150 000 tonnes, Bénin organics, 60 000 tonnes et NAP, 50 000 tonnes de soja l'an. Ce rendement sera progressivement bonifié dès 2024. En effet, la capacité totale de transformation du soja à la GDIZ est attendue à 600 000 tonnes à fin 2024 contre 260.000 tonnes actuellement, soit près du triple de la capacité actuelle. Depuis son installation, Bénin Organics à elle seule, à travers son unité de production a transformé 14.500 tonnes de soja. C'est au total, 500 emplois qui ont été ainsi facilités par cette unité. Les produits finis issus de la transformation sont l'huile et les tourteaux de soja bio made in Benin avec une importante valeur ajoutée et un rapport qualité prix confortant. La quantité produite jusque-là provient uniquement des premières installations sur le site aménagé de 400 hec-



tares. Une seconde partie en cours d'aménagement accueillera prochainement d'autres unités, ce qui permettra de renforcer sensiblement la capacité de transformation au sein de la zone. Il s'agit, entre autres, de Nap Sarl qui démarrera effectivement ses activités au sein de la zone en 2024 avec la transformation de 50.000 tonnes par an pour 300 emplois attendus. A ce jour, l'activité de transformation du soja organique va bon train à la GDIZ, assure Létondji Béhéton, Directeur général de la Sipi-Bénin. Bénin Agri Business, l'une des unités en place au sein de la Zone pour

la transformation du soja conventionnel, a déjà transformé 13.000 tonnes de soja depuis sa mise en service pour desservir le marché en huile et tourteaux de soja conventionnel. Présent à la séance de présentation de ces performances, Laurent Gangbes, Directeur général de l'APIEx a souligné que ces chiffres traduisent les fruits de la concrétisation de la vision du gouvernement qui entend apporter à travers cette zone, de la valeur ajoutée aux produits béninois, afin de permettre à terme, aux paysans de profiter davantage de leurs efforts et de s'octroyer plus de confort.

Economie

Le Nigeria prévoit de réduire son déficit budgétaire à 3,88% en 2024

Lundi dernier, le gouvernement nigérian a revu à la hausse son budget de 2024 afin de financer davantage les domaines prioritaires de l'économie. Au titre de ce nouveau budget, les autorités nigérianes entendent faire passer le ratio recettes/ PIB à 18%. Le Nigeria prévoit de réduire son déficit budgétaire à 3,88% en 2024 contre une estimation de 6,11% en 2023. C'est ce qu'a indiqué le président nigérian Bola Ahmed Tinubu (photo) lors de la présentation du budget 2024 à l'Assemblée nationale, le mercredi 29 novembre. Selon M. Tinubu, le déficit budgétaire devrait s'élever à 9 180 milliards de nairas (11,6 milliards \$) en 2024 et sera financé par de nouveaux emprunts, des recettes issues de la privatisation ainsi que des prêts multilatéraux et bilatéraux sécurisés pour des projets de développement spécifiques.

Outre la réduction du déficit budgétaire, le président a également souligné que l'un des objectifs de son mandat est de faire passer le ratio recettes/PIB de moins de 10% actuellement à 18 %. En ce qui concerne le service de la dette, il est projeté à 45% des recettes totales attendues, a-t-il précisé. Il faut noter que cette présentation fait suite à une révision à la hausse du budget, effectué lundi dernier par le gouvernement nigérian. Celui-ci est donc passé de 32,5 milliards \$ initialement prévu à 34,7 milliards \$ avec quelques changements au niveau du taux de change et du prix de référence du pétrole. Ce nouveau budget baptisé « Budget de l'espoir renouvelé », vise à atteindre une croissance économique riche en emplois, une stabilité macroéconomique, un meilleur environnement d'investissement, un développement accru du capital hu-

main, ainsi qu'une réduction de la pauvreté et un meilleur accès à la sécurité sociale, indique la note d'information. « En préparant le budget 2024, notre objectif principal a été de maintenir notre base solide pour un développement économique durable », a déclaré le dirigeant. Depuis son investiture, fin mai 2023, le président Tinubu a fait de la refonte et de la dynamisation de l'économie nationale son cheval de bataille. Cette résolution a entraîné la prise d'une série de mesures audacieuses, dont la suppression de la subvention à l'essence. Toutefois, le Nigeria n'en subit pas moins les effets persistants des chocs endogènes et exogènes qui impactent son économie. Au titre de l'exercice 2024, l'Etat nigérian table sur une croissance économique à 3,76% et une inflation qui devrait se modérer pour atteindre 21,4%.

Agence Ecofin

Perspectives économiques du FMI en Afrique subsaharienne

Quelques signes positifs, rebond économique en 2024

Le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), Younes Zouhar a présenté, jeudi 30 novembre 2023 à Cotonou, aux médias béninois, les perspectives économiques régionales, édition d'octobre 2023. Cette étude qui annonce un rebond économique, indique également la persistance de zone de turbulence et de contre-performances dans certains domaines.



● Bidossessi WANOU

Perceptives économiques régionales : Une éclaircie à l'horizon ? », ainsi est intitulé le rapport du FMI, édition d'octobre qui présente la situation économique et les perspectives en Afrique Subsaharienne. C'est un rapport mondial qui provient de la mise à jour chaque six mois, des données du Fonds monétaire international. Selon le Représentant résident du FMI, en intitulant le rapport « perceptives économiques régionales : Une éclaircie à l'horizon ? », le FMI voit se profiler quelques signes positifs. Pour l'Afrique subsaharienne, quatre principaux messages se dégagent. Il s'agit de l'éclaircie à l'horizon qui implique une reprise en 2024, l'amélioration des conditions extérieures et la résorption des déséquilibres macroéconomiques. Nonobstant ce tableau peint, le FMI souligne des nuages persistants dus à la pénurie de financement, l'inflation qui demeure toujours élevée et les divergences économiques. Mieux, le Fonds indique « des risques baissiers » liés à la « volatilité des cours des matières pre-

mières », le « ralentissement de l'économie chinoise » qui aura pour conséquences, la baisse des investissements, prêts et appuis ou IDE chinois dans la région, dans un contexte où, depuis mai 2022, la région n'a plus connu d'émission d'obligations d'eurobonds. Selon la présentation de Younes Zouhar, « Une baisse d'un point de pourcentage de la croissance du PIB chinois pourrait entraîner une baisse de point de pourcentage de la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne ». Un autre point d'achoppement s'avère l'instabilité politique (11 Coups d'Etat ou tentative depuis 2020) avec ses corollaires (conflits avec 40% des pays de la zone impactés), ce qui accroît les vulnérabilités après les séries de chocs qui ont enrayeré le développement depuis 2020 avec le recul de l'IDH et une pauvreté persistante (plus de 140 millions de personnes en insécurité alimentaire aigüe), 1/3 des pays en proie à l'inflation et le changement climatique. Le quatrième axe de ce rapport s'étend sur la réponse de politique économique. Dans son rapport, le Fmi invité à suspendre le resserrement

de la politique monétaire, laisser le taux de change se déprécier, réduire la vulnérabilité liée à l'endettement en renforçant par exemple l'économie locale et enfin, accélérer les réformes structurelles. Selon le FMI, le coût des matières premières continue par subir de forte fluctuation et on espère une certaine stabilisation en 2024. Quant à l'inflation, l'Afrique subsaharienne a fait un effort, avec une diminution de près de 3 points de pourcentage du taux médian, une maîtrise après un pic en 2022. En raison de cette situation et pour venir à bout, le FMI a fait quelques propositions pour renforcer l'élan. Pour une reprise attendue en 2024, quatre axes principaux doivent être impactés à savoir : la politique monétaire, la politique de change, la politique budgétaire et les réformes structurelles. Avec ces quatre axes comme priorités d'action publique, la région s'en sortira. Le FMI a appelé à un ajustement budgétaire dans certains pays en proie à une vulnérabilité élevée liée à l'endettement et une part non négligeable des recettes mobilisées (10%) dévolue aux intérêts de la dette.

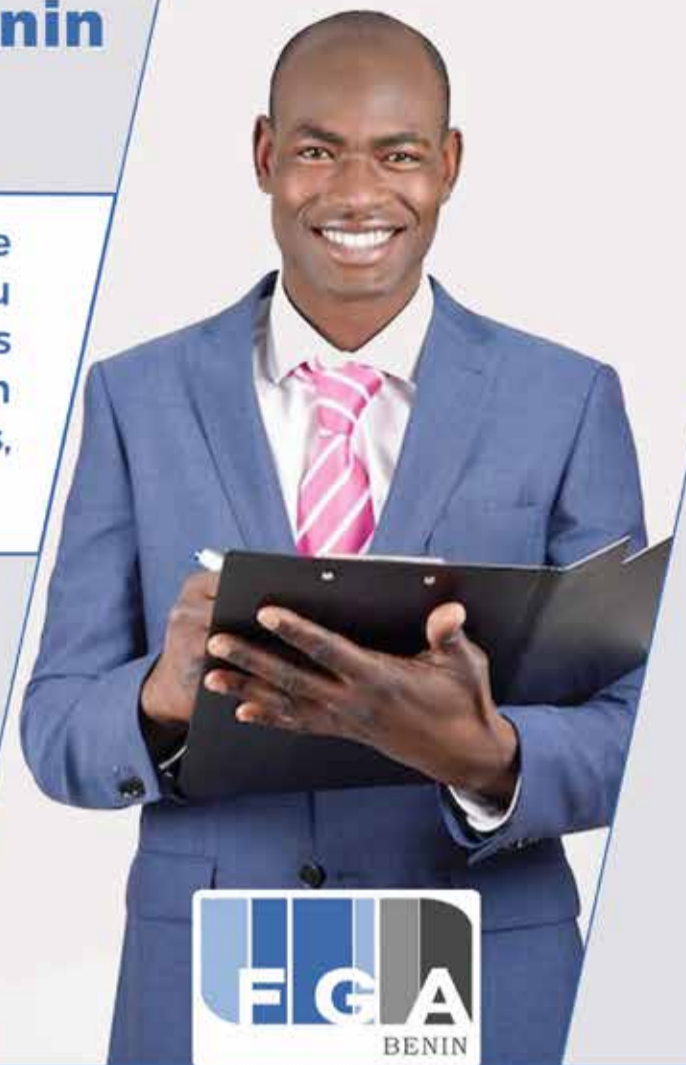


Fonds de Garantie Automobile du Bénin (FGA-BENIN)

Pour les accidents corporels de la circulation routière occasionnés par un véhicule à 03 roues (au moins) non assuré ou non identifié, nous supportons les frais de soins des victimes blessées et procédons à leur indemnisation après la consolidation des blessures selon les chefs de préjudices subis. En cas de décès, nous procédons à l'indemnisation de leurs ayants droit.

L'on peut bénéficier des prestations du FGA-BÉNIN lorsque les conditions ci-après sont remplies :

- l'accident est survenu au Bénin ;
- l'auteur responsable n'est pas assuré ou est inconnu ;
- la victime est blessée ou décédée ;
- l'accident a été constaté par la Police Républicaine ;
- l'accident est déclaré au FGA-BÉNIN par la victime ou ses parents, dans les délais requis.



Faites vos déclarations au niveau des hôpitaux agréés par le FGA-BÉNIN ou au siège de l'institution, pour une prise en charge sanitaire rapide et systématique des victimes admises dans lesdits hôpitaux.

Adresse :

Cotonou – Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyihou, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la Cité Houéyihou) 01BP 4745 Cotonou

E-mail : fgabenin@yahoo.fr / Tél : +229 45 28 75 23 / 99 26 07 77


REJOIGNEZ VOTRE QUOTIDIEN SUR NOS DIFFÉRENTS RESEAUX SOCIAUX

L'économiste du Bénin est le premier quotidien béninois spécialisé en informations économique, financière et boursière.

+229 69 19 08 80 / 95 42 96 26

 leconomisteben1

 journalleconomiste

 leconomistbenin1@gmail.com



www.leconomistebenin.com



Sikècodji, 2ème rue à droite en quittant les feux tricolores de la Marina pour le carrefour Okpè Oluwa